

ECLAIREUR DU GÂTINAIS, 24 juin 2015

Usagers et élus s'inquiètent des menaces qui pèsent sur la ligne
Sauvons le Montargis-Paris !

La commission présidée par le député Philippe Duron préconise de réformer le réseau de trains interurbains et de remplacer certaines dessertes par des TER. Le Paris-Montargis-Nevers serait ainsi concerné, pointant du doigt des failles : retards récurrents, pertes financières, matériel vétuste, etc.

À la place, le texte préconise que la ligne Paris-Montargis soit prise en charge par la région Centre-Val de Loire et la desserte Montargis-Nevers par les deux régions Bourgogne-Franche Comté et Centre-Val de Loire, « en coordination interrégionale ».

Une préconisation étonnante au regard des dotations de l'Etat revues à la baisse à tous les étages, qui viennent depuis plusieurs années maintenant « saigner » les collectivités locales, communes, départements... et régions.

Dans ce contexte, la reprise de la ligne Paris-Montargis par la région Centre apparaît plutôt hypothétique. Le député Duron, dans son rapport, mentionne des alternatives existantes. De quoi s'agit-il ? Du Transilien qui met plus d'une heure quarante pour rejoindre la gare de Lyon, des infrastructures routières alors que le grand Paris qui se dessine compte exclure le tout automobile ?

Au final, ce rapport suscite de nombreuses inquiétudes, au premier rang desquelles, celles des usagers qui, la semaine dernière, ont signé massivement la pétition présentée par les élus du Front de gauche. Dans les wagons du Montargis-Paris, les interrogations vont bon train. Et pour cause, des centaines de voyageurs prennent tout simplement cette ligne pour se rendre à leur travail, à Paris.

D'autres usagers réfléchissent à des alternatives. Ela Tordache, d'Amilly, préconise d'alterner les transiliens « qui circulent toutes les heures vides et s'arrêtent dans toutes les stations... Le matin, à midi et le soir, ces trains pourraient remplacer les Paris-Nevers. »

Dans ce contexte, il est grand temps que les élus, quelles que soient les collectivités qu'ils représentent, et tous bords politiques se confondent, s'unissent pour sauver une véritable liaison vers Paris. Plusieurs centaines d'emplois dans le Montargis sont en jeu.

JEAN-LOUIS MACÉ



La fermeture de la ligne suscite de vives inquiétudes des élus et des usagers.